

Développements macroéconomiques récents

L'économie a progressé de 3,0 % en 2021 après une contraction de 9,6 % en 2020, grâce à la croissance dans le secteur des services (1,9 %) et le secteur secondaire (7,2 %). La COVID-19 est responsable de la baisse du revenu par habitant à 10,4 % en 2020 qui a cependant rebondi de 2,2 % en 2021. L'augmentation de la demande agrégée, notamment les dépenses de consommation, a stimulé les services, tandis que le secteur secondaire a été porté par une forte reprise dans la construction. En réaction à la crise de la COVID-19, la Banque centrale a créé une facilité proposant des prêts sur la dette des entreprises à un taux garanti de 0 %. L'inflation s'élevait à 5,8 % en 2021, en hausse par rapport aux 5,0 % de 2020, reflétant les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

Financé par des emprunts intérieurs et extérieurs, le déficit budgétaire s'est creusé à 5,8 % du PIB en 2021, contre 3,6 % en 2020, reflétant une baisse des recettes de la SACU. Le déficit du compte courant s'est creusé, passant de 2,2 % du PIB en 2020 à 6,9 % en 2021, reflétant une hausse dans les importations ; il a été financé par des transferts de capitaux provenant d'Afrique du Sud. La dette publique est évaluée à 50 % du PIB en 2021, en hausse par rapport aux 48 % de 2020. Les prêts non productifs ont augmenté, passant de 3,3 % en 2020 à 4,2 % en 2021, principalement à cause de la crise de la COVID-19. La pauvreté a progressé et est passée de 49,7 % en 2019 à 50 % en 2021, reflétant les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Le taux de chômage a également augmenté passant de 23,6 % en 2018 à 33 % en 2021.

L'allocation de DTS était de 65 millions (95,18 millions USD, ou d'une masse monétaire de 1,4 milliard, soit 4,8 % du PIB). Elle a permis au royaume de traiter sa crise budgétaire et de liquidités tout en contenant la pandémie de COVID-19. Les réserves officielles ont augmenté de 18,96 millions USD (Masse monétaire de 287 millions) en 2020 pour atteindre 843,17 millions USD (Masse monétaire de 1,28 milliard) au 17 septembre 2021.

Perspectives et risques

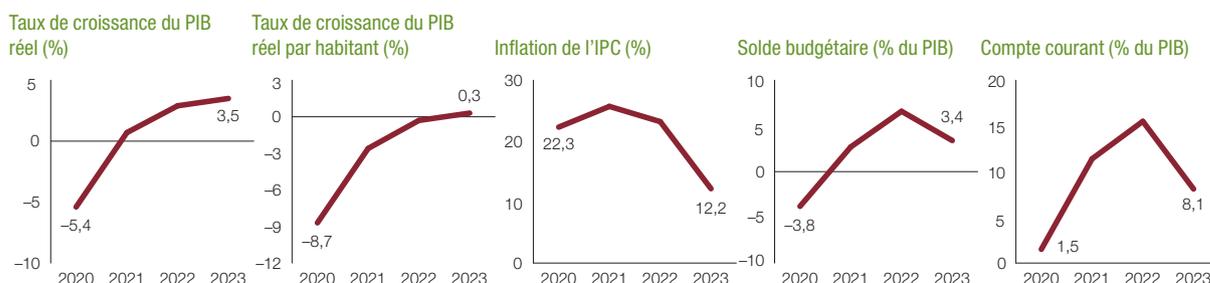
L'économie devrait progresser jusqu'à 2,8 % en 2022 et 2,7 % en 2023, tirée par le secteur des services et celui de la construction. L'inflation devrait être de 5,2 % en 2022 et de 5,0 % en 2023, en raison de l'inflation des prix des denrées alimentaires. Le déficit budgétaire devrait se rétrécir à 4,9 % du PIB en 2022 et à 3,9 % en 2023, en raison d'un rebond prévu des recettes de la SACU. Le compte courant devrait se détériorer et passer d'un déficit de 11,7 % du PIB en 2022 à 13,1 % en 2023 à cause des importations plus importantes. Les projections pour la dette totale sont de 50,2 % en 2022 et de 50,8 % en 2023.

Dans un contexte budgétaire fragile, la construction de la phase II du projet de développement hydraulique des zones de basses terres du Lesotho devrait relancer un peu l'économie. Le gouvernement a pris certaines mesures de consolidation à la fois du côté des dépenses et des recettes.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le Lesotho occupe la 61^e place du classement 2021 de l'IRC. Les sécheresses fréquentes ont mis environ 500 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire, et ont entraîné une baisse du pouvoir d'achat des ménages de 37 % en 2019. Les pénuries d'eau et les mauvaises récoltes ont laissé un cinquième de la population avec un besoin urgent d'aide alimentaire.

En 2001, le gouvernement a promulgué la Loi nationale sur l'environnement et a introduit le Programme national d'action et d'adaptation au changement climatique en 2007 pour réduire les émissions de GES de 10 % d'ici 2030. Le coût estimé de la mise en œuvre des mesures d'atténuation de la CDN est d'environ 5,37 milliards USD. Le gouvernement a reçu des financements du FVG et de la BAD pour la phase II du projet pour les basses terres. L'Institut des ressources naturelles a mis en route un projet financé par USAID pour améliorer les capacités des communautés locales à s'adapter aux impacts du changement climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.